

La pauvreté des femmes est une réalité, il faut la changer

26/05/2016

L'Europe d'aujourd'hui compte 122 millions de personnes en risque de pauvreté. Celle-ci menace plus les femmes (65 millions) que les hommes. Et la majorité de ces femmes sont des mères célibataires qui ont des difficultés à joindre les deux bouts.

Suite à une proposition de l'eurodéputée socialiste belge Marie Arena, le Parlement européen a donné son feu vert, ce 26 mai, à l'élaboration de recommandations pour s'attaquer à la pauvreté des femmes.

Marie Arena, eurodéputée et porte-parole S&D pour les droits des femmes et l'égalité des sexes, a déclaré ceci :

« Les femmes sont les premières victimes des politiques d'austérité et de la crise économique. Elles transmettent le cycle de la pauvreté aux générations suivantes et à leurs enfants. Les stéréotypes, les écarts de salaire et de pension entre hommes et femmes ainsi que l'absence de services publics de grande qualité ne sont que quelques-unes des causes profondes de la chute de femmes dans la pauvreté et l'exclusion sociale. »

« Le rapport énumère une longue liste d'initiatives possibles pour améliorer la situation, comme : faire appel aux fonds de l'UE pour investir dans des infrastructures sociales comme l'accueil des enfants et les soins pour personnes dépendantes ; prendre des mesures pour améliorer l'équilibre entre vie privée et professionnelle, pour les hommes comme pour les femmes ; créer une Garantie européenne pour l'enfant qui assure à chaque enfant de l'UE l'accès gratuit à des soins de santé, à l'enseignement et à un logement décent. »

« En tout état de cause, il est crucial d'encourager les femmes à accéder au marché du travail et à s'y maintenir. En effet, cela peut leur permettre d'assurer leur indépendance financière et rompre le cercle vicieux de la pauvreté. »

« La Commission européenne et les États membres ne peuvent rester aveugles à la situation de millions de femmes et d'enfants en Europe. »

« Dans cette optique, le Groupe S&D déplore l'attitude des conservateurs du PPE et du CRE, qui ont ouvertement voté contre certaines recommandations, dont l'égalité de salaire à travail égal et l'application d'un taux de TVA réduit aux biens essentiels pour les femmes. »